



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

Chaumont, le 18 avril 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27 mars 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BOULOGNE**

Magneux : La Clavière  
Brousseval : Le Milanet  
52130 Magneux

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 mars 2024 dans l'établissement BOULOGNE implanté Magneux : La Clavière - Brousseval : Le Milanet 52130 Magneux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOULOGNE
- Magneux : La Clavière - Brousseval : Le Milanet 52130 Magneux
- Code AIOT : 0005702279
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BOULOGNE fait partie du Groupe CALIN. Elle est spécialisée dans l'exploitation de carrière de roche massive, alluvionnaire et valorise ses produits par la fabrication de béton.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 31/05/1999, article 9.3	Sans objet
2	conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 31/05/1999, article 8.7	Sans objet
3	préventions des pollutions	Arrêté Préfectoral du 31/05/1999, article 6.2	Sans objet
4	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 31/05/1999, article 9.8	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas permis d'identifier de non-conformités.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : conduite d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/1999, article 9.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b> Remblaiement du fond de la fouille sur une hauteur de 8 m, soit jusqu'à la cote 180 mNGF.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant nous transmet un plan indiquant des côtes supérieures à celles autorisées. Cependant, lors du passage sur la zone de stockage, il s'avère que ces côtes résultent de matériaux accumulés, qui n'ont pas encore été versés dans le fond de fouille.  A ce titre, l'exploitant nous indique, que cette partie n'est plus exploitée, le gisement est consommé.  Il ne lui reste plus que la partie remise en état dont le comblement du fond de fouille.  Il nous informe également du dépôt prochain, d'un porter à connaissance concernant une modification des conditions de remise en état du site.  Sa demande portera notamment sur une augmentation de la côte maximale autorisée de remblai, ainsi que sur l'augmentation du volume de déchets à stocker.  Le site fera par la suite l'objet, d'une prolongation extension, sur les parcelles Nord de la carrière actuellement autorisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : conduite d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/1999, article 8.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, modalité d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> Modalités d'extraction La profondeur moyenne d'extraction est de 30 mètres en 3 fronts de taille de hauteur maximale 10 m séparés par des banquettes de largeur minimale 8 m.  La cote minimale NGF correspondante est de 172 mNGF. L'extraction est réalisée à sec par abattage à l'explosif et au moyen d'engins mécaniques.  Toute activité sur le site est interdite en période d'inondation du fond de fouille (période de débordement de la Maronne).
<b>Constats :</b> Comme précédemment indiqué, l'extraction est terminée depuis 3 ans, l'exploitant remblaye actuellement le fond de fouille. La côte de fond de fouille est supérieure à 172 m NGF. Celle-ci est conforme aux prescriptions autorisées.  Ce point n'appelle pas de remarques de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : préventions des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/1999, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, rejets ponctuels
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors des débordements de la Maronne, les eaux remplissant la fouille active pourront être pompées et rejetées en aval du ruisseau en crue (cf localisation du point de rejet sur la carte annexée au présent arrêté).  Les eaux rejetées respecteront les prescriptions suivantes: - pH compris entre 5,5 et 8,5 (NF T 90 008) - température inférieure à 30°C - matières en suspension totales (MEST) : concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) - demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) : concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) - hydrocarbures : concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).  La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.  En ce qui concerne les MEST, la DCO et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne devra dépasser le double de ces valeurs limites.  Ces paramètres (pH, température, MEST, DCO, hydrocarbure) seront contrôlés annuellement au point de rejet en Maronne, en période de pompage des eaux.
<b>Constats :</b> L'exploitant nous transmet les dernières analyses d'eau du site dont les résultats sont les suivants : pH : 7,7 ; MES : 9,6 mg/l ; DCO <8 mg/l ; hydrocarbures : <0,09 mg/l. Ces résultats sont conformes aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation et n'appellent pas de remarques de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/1999, article 9.8
<b>Thème(s) :</b> Autre, apports de matériaux extérieurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Le cas échéant, les apports extérieurs de matériaux feront l'objet d'un suivi avec émission d'un bordereau pour chaque chargement. Le bordereau de suivi indique la provenance, la destination, la nature des matériaux avec attestation de leur caractère inerte, la quantité et l'immatriculation des véhicules de transport utilisés.  L'exploitant tiendra à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.  L'accès de la carrière sera strictement contrôlé et des moyens efficaces interdisant l'accès des véhicules en dehors des heures d'ouverture seront mis en place.
<b>Constats :</b> L'exploitant nous a transmis lors de la visite le registre sur lequel sont consignés les types de déchets, quantités, provenance et la caractéristique des matériaux déposés. Ils correspondent aux déchets prescrits dans l'arrêté d'autorisation.  L'accès de la carrière est contrôlé ; en dehors des heures d'ouverture, le site est clos, et ne permet pas, de par sa situation, de déposer illicitement des déchets.  L'exploitant nous indique d'ailleurs qu'il n'a pas de problème de ce type sur le site.  Lors de la visite sur la zone, nous avons trouvé des traces de résidus de bois et quelques bouts de ferrailles en très faibles quantités, probablement dissimulés en fond de benne, difficilement décelable.  Après contrôle visuel des déchets sur site, ils sont conformes à ceux prescrits dans le dossier d'autorisation, et n'appellent pas de remarques de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite